

6 Société et Culture

Hôpitaux/Conseil d'administration du CHUL hier

La dette de la Cnamgs, une entrave à la qualité des soins



Photo : AJT

Le président du conseil d'administration du CHUL, Alphonsine Mbien'na (micro) entretient...



Photo : AJT

... les administrateurs.

Anita J. TSOUMBA
Libreville/Gabon

Les travaux dirigés, hier, par le président du Conseil d'administration, Alphonsine Mbien'na, ont démontré que la dette de la Caisse nationale d'assurance maladie constitue un véritable goulot d'étranglement dans l'offre des soins au Centre hospitalier universitaire de Libreville.

LES administrateurs du Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL) étaient réunis hier en conseil d'administration ordinaire. Le premier depuis près de 3 ans. Une rencontre convoquée par le président dudit conseil, Alphonsine Mbien'na, avec, entre autres points inscrits à l'ordre du jour, la présentation du bilan de l'activité médico-chirurgicale, et l'état des finances et des ressources humaines pour l'année 2017. Les travaux ont commencé par la lecture du procès-

verbal du dernier Conseil d'administration en 2015, puis celle des recommandations de ladite rencontre ainsi que leur état d'avancement. Recommandations, il faut le souligner, qui portaient essentiellement sur les textes réglementaires de la structure hospitalière. Il a été ensuite question d'échanger sur le fonctionnement du CHUL et, enfin, sur le projet de budget 2018. Occasion pour le directeur général du CHUL, Dr Eric Baye, de dresser un rapport d'activités de la structure hospitalière. « En dépit des critiques, le CHUL a une grande activité médico-chirurgicale avec plus de 11 000 consultations par an, une moyenne de 500 consultations par jour. Pour un effectif de 1500 agents et une capacité litière de 517 lits. L'activité est soutenue quel que soit le secteur médical : chirurgie, pédiatrie, urgences, gynécologie, etc. 36% des consultations sont réalisées par les urgences », a renseigné le directeur général.



Photo : AJT

Vue d'un plateau technique de 3e génération disponible au CHUL. Des équipements qui manquent de techniciens formés.

Sur le plan des ressources humaines et l'utilisation des plateaux techniques de troisième génération, mis à la disposition de l'hôpital, Dr Baye a précisé que le CHUL doit avoir en majorité des médecins ultra-spécialisés et des laboratoires, des techniciens d'imagerie formés pour prendre en charge les malades. « Nous avons, certes, bénéficié d'équipements biomédicaux de niveau 3. Mais ceux-ci manquent de manipulateurs formés et des agents

techniques pour la maintenance. Des efforts doivent être faits pour la formation initiale de ce type de personnels, mais aussi la formation continue de ces agents.» **DIFFICULTÉS** * Des efforts pour maintenir le train en marche, mais aussi l'argent, le nerf de la guerre pour des résultats meilleurs. « Les principales difficultés que nous avons rencontrées l'année écoulée sont d'ordre financier. Nous aussi sommes impactés par la réduction du budget de

l'État, mais aussi par les retards et difficultés de notre principal partenaire qui est la Cnamgs (Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale, ndlr), notamment dans la mensualisation, et de la dotation de l'État et des règlements de factures de la Cnamgs. Qu'à cela ne tienne, nous avons tout de même rempli largement les objectifs que nous nous étions fixés au début de l'année 2017 en termes de capacité et d'activités. Sauf que nous souffrons énormément

de ces tensions de trésorerie pour payer nos fournisseurs. Par ailleurs, ces derniers nous répondent en diminuant la livraison de la fourniture médicale et des médicaments dont seuls 30% ont pu être recouverts dans la dotation prévue. Toute chose qui a un impact sur la qualité des soins », a précisé le DG du CHUL. Pour les administrateurs, il s'agit d'un travail plutôt laborieux. « S'agissant du fonctionnement de la structure, le conseil a constaté un travail laborieux. Beaucoup d'efforts sont faits par la direction générale de l'hôpital. Il y a des problèmes d'ordre financier. Tout se gère par les finances. Si on n'a pas d'argent, il est difficile d'assurer une bonne gestion. Nous espérons que malgré la crise qui sévit aujourd'hui, nous arriverons en nous organisant un peu mieux, à régler les problèmes les plus importants auxquels nous sommes confrontés au CHUL », a suggéré, pour clore les travaux, le PCA.

Médecine traditionnelle/Reconnaissance des tradipraticiens au Gabon

L'ONG Manga Dissoumba en appelle à l'intervention du chef de l'Etat

COE
Libreville/Gabon

L'ORGANISATION non gouvernementale (ONG) Manga Dissoumba a tenu dernièrement sa 8e assemblée générale, à Libreville. Au menu, dresser le bilan de l'année écoulée, mais aussi discuter et proposer des solutions sur les questions liées à la reconnaissance totale, par l'Etat gabonais, des tradipraticiens, et les défis de demain. Les travaux étaient présidés par le responsable de cette plate-forme, Valentin Koumba Mouanda, par ailleurs président du comité ad hoc des praticiens de la médecine traditionnelle du



Photo : COE

Le président de l'ONG Manga Dissoumba et du comité Ad hoc des praticiens de la médecine traditionnelle, Valentin Koumba Mouanda (c) lors de son intervention. Photo de droite : Les membres de l'ONG lors des travaux en commissions.



Photo : COE

Gabon. Les commissions constituées à cet effet étaient chargées de réfléchir aux pistes de solutions, notamment à l'épineuse question de la reconnaissance de leur science par l'Etat. A cet

effet, M. Koumba Mouanda en appelle à l'intervention du président de la République pour une reconnaissance de la tradithérapie au Gabon. « Nous interpellons le chef de l'Etat pour qu'il prenne

ce dossier en main, parce que les tradipraticiens sont traités comme des moins que rien, alors qu'ils rendent des services à la nation. Selon le rapport de l'OMS, 80% des malades sont traités par la médecine

traditionnelle. Mais, nous déplorons que ceux qui ont en charge ce dossier avancent à pas de tortue. Cette lenteur ne nous arrange pas. Nous saluons les quatre arrêtés qui nous permettent d'exercer librement, mais

nous ne voulons pas nous arrêter là », a plaidé Valentin Koumba Mouanda. Et de conclure : « Nous avons déjà fait un recensement des tradipraticiens. Mais jusqu'à ce jour, nous ne sommes pas encore en possession du coupon qui doit nous revenir. Le blocage se trouve à ce niveau. » Les objectifs poursuivis par l'ONG Manga Dissoumba sont: le recours à la médecine par les plantes, afin de lutter contre les pathologies physiques et psychiques, lutter contre toute forme de pauvreté induisant l'homme à une instabilité sociale, permettre l'éclosion du potentiel humain et favoriser l'inspiration intellectuelle et artistique au service de soi et de l'autre.